

<https://www.aefinfo.fr/depeche/718885-apporter-de-l-apaisement-de-la-continuite-et-inscir...>

✍ Elise Le Berre

🕒 7 min read

## Apporter de l'apaisement, de la continuité et inscrire les actions dans un temps long (Anne Genetet aux recteurs)

Mise en place du "choc des savoirs", priorité au remplacement de courte durée dans le cadre du "pacte enseignant"... : ce sont quelques-unes des priorités d'Anne Genetet, présentées aux recteurs le 3 octobre 2024. Appelant à la "stabilité", la nouvelle ministre prône la poursuite des chantiers engagés sur ces sujets, et leur mise en œuvre effective. La réforme de la formation initiale est elle aussi reprise, avec pour horizon une mise en place pour les concours 2026. Le Snes-FSU, qui ouvre le bal des rencontres avec les syndicats rue de Grenelle, appelle pourtant à des "signaux de rupture".



Anne Genetet, ministre de l'Education nationale, a présenté aux recteurs sa feuille de route. JBVNews

Lors d'une réunion avec les recteurs le 3 octobre 2024, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale a présenté la "méthode de travail" qu'elle souhaite mettre en place avec eux. Pour ses priorités, que sont l'élévation du niveau des élèves, "avec la mise en œuvre du 'choc des savoirs', et notamment des groupes de besoin - (alors que Gabriel Attal évoquait des groupes de niveau), le remplacement des enseignants absents, la lutte contre le harcèlement, le bien-être des élèves et la sécurisation des établissements, elle mise sur la "stabilité dans la mise en œuvre des politiques éducatives". Et appelle à "l'apaisement".

"Choc des savoirs", sécurité... Des chantiers "à mener à leur terme"

De la même manière que Michel Barnier souhaite "le bon fonctionnement des établissements scolaires", plutôt que "les grandes réformes" ([lire sur AEF info](#)), et comme elle l'a assuré aux syndicats (cf. encadré), Anne Genetet prévient qu'elle ne sera pas la "ministre du big bang".

Prônant la "stabilité", elle s'engage plutôt à mener à terme les chantiers engagés autour des savoirs fondamentaux, de la sécurité des établissements ([lire sur AEF info](#)) ou des valeurs de la République, alors que des hommages en mémoire de Samuel Paty pourraient être organisés en vue du 16 octobre, date anniversaire de son assassinat.

Consciente de la "pression" que pouvait exercer la succession de nouveaux dispositifs sur les recteurs, chefs d'établissement et enseignants, la ministre affiche "un objectif" : apporter de la "continuité", et inscrire ses actions "dans un temps long". Aussi, elle "s'attachera" à suivre la mise en place et "l'efficacité" de ces nouveaux dispositifs.

La réforme de la formation initiale des enseignants pour les concours 2026

Pour autant, cette volonté de "stabilité" ne signifie pas qu'il ne faille pas poursuivre ces réformes, pour la ministre, qui refuse "l'immobilisme" : la mise en place des groupes de besoin devra être "effective" après les vacances de la Toussaint, précise-t-elle aux recteurs, tout en rappelant que ce dispositif sera évalué ([lire sur AEF info](#)).

Autre chantier à poursuivre : la réforme de la formation initiale des professeurs ([lire sur AEF info](#)). Celle-ci sera reprise avec le ministère de l'Enseignement supérieur, avec comme objectif qu'elle aboutisse pour la session 2026 des concours.

De même, la priorité accordée aux RCD dans le cadre du "pacte enseignant", devra être poursuivie, le but étant de "dépenser bien", insiste Anne Genetet, tout comme Michel Barnier a appelé à "dépenser mieux", faute de pouvoir "dépenser plus".

Un plan pour le remplacement de longue durée a aussi été élaboré ([lire sur AEF info](#)), précise la ministre, qui demandera une "évaluation régulière de son efficacité". Plusieurs mesures visant à fidéliser les enseignants contractuels ont été mises en œuvre.

Traduire les politiques publiques en "résultats concrets"

Par ailleurs, alors que le poids politique et l'expertise sur les sujets éducation d'Anne Genetet ont été questionnés, elle estime pouvoir apporter "sa propre expérience rue de Grenelle", en tant qu'ancien médecin scolaire et mère.

En tant que ministre de l'Éducation nationale, elle n'est "au service d'aucune ligne, d'aucune écurie, d'aucune chapelle". Elle appelle à traduire les politiques publiques en résultats concrets, et retient des résultats des élections législatives anticipées qu'ils traduisent un "malaise". Et d'appeler à "franchir le dernier mètre", celui qui permet de "traduire les politiques publiques en résultats concrets".

S'inscrivant dans la lignée du Premier ministre qui s'étonne que le coût de l'éducation d'un élève français soit supérieur à celui des pays européens voisins, "alors que les professeurs français sont souvent moins payés", Anne Genetet souligne que la demande de services publics et de qualité de ces services publics n'a "jamais été aussi pressante". Les résultats des investissements "massifs" en faveur de l'Éducation, ne sont "pas à la hauteur" aux yeux des Français, poursuit la ministre.

Les moyens, "si nécessaires soient-ils, ne suffisent pas", conclut-elle, mettant en avant "des résultats tangibles, mesurables, qui améliorent la vie des élèves, des familles et des équipes pédagogiques".

## **Début des rencontres avec les organisations syndicales**

Alors que les rencontres avec les organisations syndicales ont commencé le 2 octobre, la nouvelle locataire de la rue de Grenelle a assuré au Snes-FSU que "le navire gardera le cap, mais n'ira pas à la même vitesse". Une annonce "moyennement rassurante", pour la secrétaire générale, Sophie Vénéitay : "Ce cap est justement contesté, nous vivons une

crise profonde de l'école. Vouloir le maintenir, c'est ne pas prendre la mesure de la gravité de la situation, alors que la ministre dit pourtant vouloir être à l'écoute des organisations syndicales".

Le "pacte enseignant" comme la mise en place du "choc des savoirs" font "l'unanimité contre eux", rappelle Sophie Vénéitay. "S'entêter sur ces politiques est un mauvais signal, alors que nous attendons des signaux de rupture forte". De même, le ~~Snuipp-FSU~~ regrette aussi que la ministre estime que les nouveaux programmes et la labellisation des manuels sont "nécessaires".

Autre motif de mécontentement pour le Snes : alors que des organisations syndicales demandent à rouvrir le chantier de la revalorisation des salaires, insatisfaits des mesures pour les milieux et fins de carrière, la ministre ne souhaite pas revenir sur ce point.

Enfin, la ministre veut être "celle qui défendra l'amélioration du taux d'encadrement" : une annonce qui laisse sceptique le Snes, qui a calculé qu'il faudra pour cela créer 10 000 emplois.

Par ailleurs, la secrétaire générale est aussi attentive à la position que tiendra la ministre face aux propos polémiques du ministre de l'Intérieur, qui souhaite faire des ~~QCTF~~ une "priorité". "Cela concerne des élèves, des collègues", s'inquiète Sophie Vénéitay, qui espère que la ministre puisse "affirmer son identité politique" sur ces sujets.

Generated with Reader Mode